1. Déclaration Universelle des Droits de l’Homme et du Citoyen de 1789 (Extrait), J.O n°5963 du 22 janvier 2001 ;
2. Loi n°2001-03 du 22 janvier 2001 portant Constitution du Sénégal (extrait) ;
3. Loi n°96-06 du 22 Mars 1996 portant Code des Collectivités Locales (JO du 22 mai 1996, p. 195 et s.), modifiée par la Loi n°2008-22 du 25 juillet 2008 complétant les articles 252 et 258 de la loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales (J.O. n°6427 du 20 septembre 2008), Extrait ;
4. Loi n°96-07 du 22 Mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, modifiée notamment par les lois n°2002-15 du 15 avril 2002, n°2004-31 du 25 août 2004 (JO n°6187 du 16 octobre 2004, p.1564) et 2007-07 du 12 février 2007), Extrait ;
   1. Décret n°96-1130 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière de gestion et d’utilisation du domaine privé de l’Etat, du domaine public et du domaine national (J.O n°5722 du 27 décembre 1996, numéro spécial, pp. 566 à 568) ;
5. Loi n°2004-16 du 4 juin 2004 portant loi d’orientation agro-sylvo-pastorale (JO du 14 août 2004, pp. 1266 à 1276) ;
6. Loi n°2005-01 du 11 janvier 2005 relative aux couleurs des murs et des façades des immeubles implantés le long des voies publiques (JO du 5 février 2005, pp. 117 à 118);
7. Loi n°2008-43 du 20 août 2008 (JO du 15 novembre 2008, pp. 1093 à 1107), modifiée par la loi n°2009-26 du 8 juillet 2009 portant modification de l’article 68 du Code de l’urbanisme (JO du 24 octobre 2009, p. 1172) ;
   1. Décret n°2009-1450 du 30 décembre 2009 portant partie réglementaire du Code de l’urbanisme (JO du 8 mai 2010, pp. 497 à 554) ;
   2. Décret n°96-1138 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d’urbanisme et d’habitat (J.O n°5722 du 27 décembre 1996, numéro spécial, pp. 586 à 587) ;
8. Loi n°2009-23 du 08 juillet 2009 portant Code de la construction, (JO du 03 octobre 2009, pp. 1097 à 1120) ;
   1. Décret n°2010-99 du 27 janvier 2010 portant application de la loi n° 2009-23 du 8 juillet 2009 portant Code de la construction (JO n°6525 du 08 mai 2010) ;
9. Décret n°2007-868 en date du 7 août 2007 portant création au sein de la Gendarmerie nationale d’une section spéciale chargée de la surveillance domaniale (JO n°6381 du 22 décembre 2007);
10. Décret n°2012-396 du 27 mars 2012 instituant le Numéro d’Identification Cadastral (NICAD) et précisant ses modalités de mise en œuvre (JO n°6672 du 23 juin 2012) ;
11. Arrêté n°8871/MEF/MDB/DGID du 25 octobre 2004 fixant les coefficients de correction de la valeur des immeubles prévus à l’article 888 alinéa 3 du Code Général des Impôts (JO du 27 novembre 2004, p. 1711) ;